



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 juillet 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Ron Kirk et les contours de la nouvelle politique commerciale.....	1
Contrôles à l'exportation : la CSC propose une réforme.....	2
Avec Clinton, le Département d'État est de retour?.....	4

Études économiques et articles connexes.....	5
---	----------

Politique commerciale

Ron Kirk et les contours de la nouvelle politique commerciale

Lors d'un discours prononcé cette semaine à Pittsburgh, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, a annoncé une série d'initiatives pour augmenter la compétitivité des entreprises américaines et pour améliorer les accords de libre-échange en vigueur. Plus particulièrement, Kirk a déclaré que ces initiatives mettront l'accent sur les barrières commerciales sanitaires et phytosanitaires (SPS) ainsi que sur les barrières commerciales dites « techniques » (TBT). Kirk a également promis que les normes du travail dans les accords de libre-échange seront mieux « encadrées » de façon à ce que les partenaires commerciaux des États-Unis respectent leurs obligations internationales en la matière. Jusqu'à maintenant, les États-Unis se sont contentés de traiter les plaintes des syndicats et des associations de lutte pour les normes du travail, mais, selon Kirk, cela va « bientôt changer ».

Les initiatives sur les SPS et les TBT surviennent suite à deux importants rapports de l'USTR, à savoir le rapport *Section 1377* sur l'encadrement des barrières à l'entrée dans le secteur des télécommunications ainsi que le rapport *Special 301* sur les violations des droits de propriété intellectuelle. Ainsi, les initiatives devraient mener à la publication de deux nouveaux rapports : un rapport sur les mesures SPS et un autre sur les TBT dans le but de mettre en lumière les problèmes rencontrés par les entreprises américaines ainsi que les travailleurs américains. Sur ce point, Kirk a déclaré que ces rapports constituent plus que de la « simple paperasse » et que l'Administration Obama veillera à identifier les problèmes en question en mettant l'accent sur la coopération inter-agences, c'est-à-dire entre l'USTR, le Département du Commerce, le Département de l'Agriculture, le Département d'État et le Département du Trésor. En outre, Kirk a déclaré que ces rapports serviront à identifier les pays au sein desquels des problèmes relatifs aux TBT et aux SPS sont chroniques et à faire pression pour qu'ils changent leurs pratiques commerciales. Selon Kirk, le respect et l'application des normes commerciales dans les accords de libre-échange constitueront une « pièce maîtresse » de la nouvelle



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 juillet 2009

politique commerciale américaine. En fait, pour Kirk, la rentabilité des accords commerciaux dépend de l'application des normes commerciales, et ce, en dépit du fait que les États-Unis ont toujours préféré des règlements « à l'amiable » plutôt que des solutions juridiques à leurs litiges commerciaux.

En ce qui concerne le respect des normes du travail, Kirk n'a pas nommé de pays en particulier et a précisé que son bureau étudierait la question une fois que les initiatives seront mises en branle. Il a néanmoins précisé que l'objectif n'est pas nécessairement de forcer les pays à modifier leurs lois, car certains disposent déjà de lois en matière de droits des travailleurs. D'autant plus que la majorité des accords de libre-échange entre les États-Unis et leurs partenaires ne comprennent pas de clauses rendant obligatoire la conformité des lois nationales aux standards internationaux. Mieux, il s'agit de faire en sorte que les partenaires commerciaux des États-Unis appliquent leurs propres lois nationales. Cela dit, dans l'accord de libre-échange États-Unis/Pérou et dans les accords en négociations avec le Panama et la Colombie, il existe une clause obligeant les signataires à adhérer aux principes internationaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) contenus dans la *Declaration on the Fundamental Principles and Rights at Work* de 1998. Parmi ces principes figurent la liberté syndicale, le droit de négocier collectivement, l'élimination de toute forme de travail forcé, l'abolition du travail des enfants ainsi que l'élimination de la discrimination au travail.

Dans un autre registre, Kirk a déclaré que les États-Unis continueront à avoir recours à des formes de « remèdes commerciaux », car ils constituent des « outils vitaux » dans le règlement des déséquilibres commerciaux. À cet égard, Kirk a mentionné, entre autres choses, l'enjeu des pratiques commerciales « déloyales » chinoises.

Sources : Erik Wasson, « Kirk Vows Proactive FTA Labor Rights Enforcement, Possible Litigation », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 28 - July 17, 2009, p. 1-2. USTR, « Ambassador Kirk Announces New Initiatives for Trade Enforcement » (Transcript), *Press Office*, July 16, 2009. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2009/ambassador-kirk-announces-new-initiatives-trade-enfo>.

Contrôles à l'exportation : la CSC propose une réforme

Cette semaine, le *National Foreign Trade Council* (NFTC) et la *Coalition for Employment Through Exports* (CEE) ont écrit une lettre solennelle au Président Barack Obama lui demandant de prendre une nouvelle initiative en matière de contrôle sur les exportations. Cette lettre fut écrite au nom de la très importante *Coalition for Security and Competitiveness* (CSC) du secteur des hautes technologies de la défense.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 juillet 2009

Selon la CSC, les pratiques de contrôle actuellement en vigueur leur « font mal ». Dans la lettre, la coalition a demandé à rencontrer un proche conseiller du Président sur les questions relatives aux exportations en vue de discuter d'une réforme des contrôles sur les exportations. La coalition a d'ailleurs formulé une série de recommandations pouvant être prises en compte sans l'aval du Congrès. Plus précisément, la CSC a proposé : (1) de lever certains critères pour obtenir des licences pour les exportations en matière d'« articles de défense et de biens d'utilisation duelle »; (2) d'assouplir les critères de conformité et (3) d'améliorer l'efficacité des contrôles sur les exportations. Sur ce dernier point, la CSC a proposé qu'un administrateur du Conseil pour la sécurité nationale (NSC) soit chargé exclusivement des questions relatives aux contrôles des exportations. En ce qui concerne les licences d'exportation, la CSC a proposé de rendre plus flexibles les licences pour les transferts de technologie dans le cadre d'une structure corporative.

Cette réforme de fond en comble des contrôles sur les exportations, bien que loin d'être entièrement développée, pourrait permettre de faire le pont entre les mesures de l'Administration Bush et les nouvelles idées de l'Administration Obama. L'objectif de la CSC est donc que la politique commerciale américaine en matière de hautes technologies soit liée à des considérations de sécurité nationale (la sécurisation de technologies stratégiques) et de compétitivité internationale. En écrivant cette lettre, la CSC espère également que la nouvelle administration garde ses promesses en matière de contrôle des exportations de technologie aérospatiale.

Enfin, dans le but d'appuyer leur demande par des arguments solides, la coalition a fait référence à un livre important, *Fortress America: National Security Controls on Science and Technology in a Globalized World*, publié par le Comité sur la communication scientifique et la sécurité nationale (CSCANS), une unité du *Policy and Global Affairs Division* rattachée au Conseil sur la recherche nationale (NRC). Ce livre traite des conséquences négatives des contrôles des exportations sur la compétitivité mondiale des États-Unis. La coalition a aussi fait référence à deux rapports importants (voir dernière section) du Département de la défense démontrant que les contrôles des exportations ont un impact sur la défense nationale.

Pour lire la lettre de la CSC, voir :

<http://www.nftc.org/default/Export%20Controls/CSC%20Obama.pdf>

Sources : Éditorial, « Coalition Seeks to Work with White House on Export Control Reform », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 28 - July 17, 2009, p. 17-18. Jennifer Cummings, « Trade and Industry Leaders Urge President Obama to Reform Outdate U.S. Export Control System », *National Foreign Trade Council, Press Release*, July 13 2009. [En ligne]: <http://www.nftc.org/newsflash/newsflash.asp?Mode=View&id=236&articleid=2855&category=All>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 juillet 2009

Avec Clinton, le Département d'État est de retour?

Lors d'un discours prononcé au *Council on Foreign Relations* à Washington, le 15 juillet dernier, la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, s'est exprimé sur les raisons pour lesquelles le Département d'État doit jouer un rôle plus important dans la formulation de la politique commerciale américaine. Elle a déclaré que le commerce constituait autant un « outil de la politique étrangère qu'un outil économique. » Pour Clinton, la relance économique des États-Unis doit être un des « piliers » du *leadership* mondial américain, car au 21^e siècle, la nouveauté réside dans le renforcement de l'interdépendance entre les enjeux stratégiques et économiques. Conséquemment, si l'économie est à l'intersection des nations, alors le Département d'État devrait voir son rôle augmenter en matière de prise de décision de la politique commerciale américaine.

Le Département d'État était responsable de la politique commerciale et d'investissements avant la mise en œuvre du *Trade Expansion Act* de 1962, qui créa le poste de Représentant américain pour le commerce (USTR). Clinton a donc fait savoir son intention de « restaurer le rôle du Département d'État dans le cadre d'une approche gouvernementale intégrée en matière de politique économique internationale. » Selon Clinton, la politique étrangère peut encore jouer un rôle essentiel dans la redynamisation des échanges mondiaux et dans l'élargissement du libre commerce aux quatre coins du monde. Les États-Unis doivent réorienter leur politique étrangère de façon à « produire des résultats pour les gens ». À cet égard, Clinton a déclaré que la nouvelle politique étrangère de l'Administration Obama doit être plus réaliste et « refléter le monde tel qu'il est et non pas tel qu'il était. » Elle a également avancé l'idée que cette nouvelle politique doit se fonder sur la coopération entre le gouvernement et le secteur privé dans le but de faire « pencher la balance » d'un monde multipolaire vers un monde « multipartenaire ». Ainsi Clinton semble-t-elle prêcher en faveur d'une « communauté mondiale » interconnectée par le commerce et les nouvelles technologies qui affichent leur suprématie dans les pratiques économiques et politico-stratégiques.

Sources : Éditorial, « Clinton Justifies Larger Role for State in Economic, Trade Policy », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 28 - July 17, 2009, p. 8. Council on Foreign Relations, « Council on Foreign Relations Address by Secretary of State Hillary Clinton » (Transcript), July 15, 2009, Washington D.C.: Council on Foreign Relations. [En ligne]: http://www.cfr.org/publication/19840/council_on_foreign_relations_address_by_secretary_of_state_hillary_clinton.html?breadcrumb=/media/transcripts.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 juillet 2009

Études économiques et articles connexes

International Trade Administration. *International Trade Update*. Washington D.C.: U.S. Department of Commerce, July 2009. [En ligne] : http://trade.gov/press/publications/newsletters/ita_0709/itu_0709.pdf

Defense Science Board. *Creating an Effective National Security Industrial Base for the 21st Century*. Washington D.C.: U.S. Defense Department, July 2008. [En ligne] : <http://www.dtic.mil/cgibin/GetTRDoc?AD=ADA485198&Location=U2&doc=GetTRDoc.pdf>

Defense Business Board. *Task Group on Best Practices for Export Controls*. Washington D.C.: U.S. Defense Department, October 2008. [En ligne] : http://www.defenselink.mil/dbb/pdf/Task_Group_on_Best_Practices_for_Export_Controls_Final_Report.pdf

Theodore H. Moran. *American Multinationals and American Economic Interests: New Dimensions to an Old Debate*. Washington D.C.: Peterson Institute for International Economics, Working Paper 09-3. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1266>

Navtej Dhillon. *Geithner and the New Middle East Economic Agenda*. Washington D.C.: The Brookings Institution, July 14 2009. [En ligne] : http://www.brookings.edu/opinions/2009/0714_geithner_middle_east_dhillon.aspx

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

